

Plein feu sur les accaparements de terres.

« Une superficie égale à plus de trois fois la taille de la France métropolitaine a ainsi été [accaparée dans le monde](#) au cours des dix dernières années ».

Depuis le début des années 2000, les paysans des pays du Sud se voient confrontés à de nouvelles pratiques prédatrices menées par des acteurs publics ou privés étrangers. Rachetant des terres agricoles aux États des pays du Sud propriétaires fonciers ou faisant pression sur les populations autochtones – voire les chassant – pour qu'elles cèdent leur terre, ces acteurs pratiquent ce que l'on appelle l'[accaparement de terres](#), c'est à dire des acquisitions de terre qui « violent les droits humains, passent outre les principes de « consentement libre, informé et préalable (CLIP) » des populations locales, ne se basent pas sur une évaluation approfondie des impacts sociaux, économiques et environnementaux, se font sans contrats transparents concernant l'emploi et le partage des avantages, et se déroulent sans processus démocratique ».

Quel que soit le canal d'accaparement, les paysans victimes de cette voracité n'ont alors d'autre choix que de travailler pour ces entreprises qui les exploitent (travail journalier et précaire, très forte pénibilité, conditions de travail déplorables...) ou de quitter volontairement ou non la terre qui les faisait vivre. Des situations d'extrême violence ont ainsi été reportées à l'occasion d'accaparement de terres. L'ONG Grain indique par exemple qu'en Ethiopie « à la fin de 2011, 800 000 hectares avaient été loués à des investisseurs étrangers. Et pour préparer le terrain, [Meles] Zenawi [Premier Ministre éthiopien depuis 1995 et décédé en août 2012] a fait construire des barrages, déplacé de force des communautés et utilisé l'armée pour brutalement faire taire l'opposition » .

La finalité des accaparements de terre

Rappelons que la finalité de ces « investissements fonciers », comme les appelle abusivement la Banque Mondiale, n'est pas la production vivrière locale mais, dans plus de [2/3 des cas](#), la production d'agrocarburants et la culture d'exportation. Les productions d'huile de palme (à l'origine d'accaparements de 13 millions d'hectares depuis 2000), de jatropha (10 millions d'hectares) et de maïs (8 millions d'hectares) représentent en effet les 3 principaux débouchés des accaparements de terre et sont en grande majorité destinés aux pays du Nord. En effet, « les deux tiers des investisseurs exportent tout ce qu'ils produisent sur ces terres. Et près de 60% des transactions foncières conclues au cours des dix dernières années dans le monde étaient destinées à des cultures pouvant servir à la production d'agrocarburants ». Alors qu'un milliard de personnes souffre de la faim dans le monde, Il est criminel laisser perdurer ces situations ; non contents de chasser les paysans de leur terre et de les priver de leur moyen de subsistance, ces rachats mettent en danger la sécurité alimentaire de ces pays.



Les régions victimes du phénomène et les accapareurs

S'il est difficile d'obtenir des chiffres exhaustifs sur ce phénomène, son ampleur est manifeste ; depuis 2000, des chercheurs fondateurs de la [Land Matrix Database](#) ont déjà recensé 83 millions d'hectares accaparés dont près de la moitié en Afrique. L'infographie des accaparements de terre publiée dans Terra Eco en août 2012 met en évidence cette tendance ; l'Éthiopie, le Congo, le Soudan du Sud et du Nord et Madagascar représentent les principaux pays victimes de ces « investissements » étrangers. Plus de 5 millions d'hectares de terres ont en effet été [accaparés en Éthiopie](#) au détriment de la population locale entre 2000 et 2011.

Alors que plus de 12 millions de terres ont été accaparées par les 4 principaux pays investisseurs depuis 2000 (la Chine, l'Inde, les États-Unis et le Royaume-Uni), les acteurs privés ne sont pas en reste. En effet, Grain met en lumière que les entreprises étrangères accaparent « 10 millions d'hectares chaque année depuis 2007 ».

La mobilisation citoyenne



Face à ces comportements prédateurs, populations et ONG se mobilisent pour faire la lumière sur les accaparements et faire sortir de l'ombre leurs responsables. Ainsi, en Inde, depuis 2005 des marches citoyennes sont organisées pour la prise en compte par le gouvernement de la question de l'accès à la terre, et donc en creux de son accaparement. En octobre 2012, ce sont plus de 100 000 paysans sans terre indiens qui ont rejoint la [marche de la Jansatyagraha](#) organisée par le mouvement [Ekta Parishad](#) et ont alors obtenu la signature d'un accord avec le Ministre indien du Développement rural.

Aussi, depuis 1980, Solidarité s'engage pour l'accès à la terre, le respect des droits humains, la préservation de l'environnement, et lutte contre les accaparements de terre ; notamment avec un soutien actif à la [Jansatyagraha en Inde](#) .

Pour plus d'informations:

- <http://www.grain.org/fr/article/entries/4616-diaporama-qui-est-derriere-l-accaparement-des-terres>
- <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique230>
- <http://www.terraeco.net/L-accaparement-des-terres-affame-a,46294.html>
- <http://www.terraeco.net/Qui-rachete-l-Afrique,44763.html>
- http://felix-raymond.com/terra_eco/
- <http://www.terraeco.net/Accaparement-des-terres-les-femmes,44924.html>
- <http://landportal.info/landmatrix>
- <http://ektaparishad.com/en-us/jansatyagraha2012march.aspx>
- <http://www.solidarite.asso.fr/INDE-Une-marche-pour-l-acces-a-la>

Crédits photos:

© tumblr

© Ekta Parishad/Simon Williams